

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

changements d'adresse:  
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich  
gssa@gssa.ch

**GSsA**

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 111 Juin 2017

# une Suisse sans armée



## Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Comme vous le savez certainement, notre initiative contre le commerce de guerre a été lancée et le comité d'initiative est déjà en effervescence! Le prochain objectif est de récolter 100'000 signatures, ce qui n'est pas une mince affaire. Nous voyons néanmoins que le sujet trouve une oreille attentive auprès du public. «L'argent pour les armes tue», voilà le message que Louise Schneider, une militante pacifiste âgée de 85 ans, a écrit sur les panneaux qui entourent la Banque Nationale Suisse à l'aube du jour où notre initiative a été lancée. Elle dénonçait ainsi publiquement les investissements suisses dans l'industrie internationale de l'armement. Son action a été d'un grand soutien pour notre initiative et a même attiré l'attention des médias étrangers.

La Suisse ne compte peut-être pas parmi les plus grands pays au niveau de par sa superficie, mais certainement au niveau de par sa puissance financière. Cette puissance engendre des responsabilités. Nous devons enfin commencer à faire attention aux endroits où va notre argent si nous voulons qu'il ait des effets positifs comme la paix, la sécurité et la stabilité. Vous trouverez plus d'informations sur notre initiative en page 3 de ce journal et sur [www.commercedeguerre.ch](http://www.commercedeguerre.ch) – chaque signature compte!

Bien entendu, nous aborderons également d'autres thèmes dans ce numéro. En page 4, vous trouverez un reportage sur les plus récentes affaires dans l'industrie de l'armement suisse. La page 5 est, pour une fois, entièrement vouée à la technologie ; nous nous y pencherons sur le thème de la «cyberguerre» et sur le rôle des systèmes de combat automatiques aujourd'hui. A la page 6, nous avons invité deux associations à contribuer au sujet de l'interdiction d'armes nucléaires de l'ONU. De plus, nous mettrons un coup de projecteur sur l'armement en Europe – cette année, nous avons étudié ce sujet en détail en collaboration avec des activistes venu-e-s de toute l'Europe lors de l'assemblée du European Network Against Arms Trade à Rome. Finalement, nous nous tournerons vers le passé en page 7, pour nous rappeler le bombardement de Guernica et vous présenter ceux qui figurent peut-être parmi les premiers opposants aux exportations d'armes en Suisse.

Nous vous souhaitons une agréable lecture!

Daniela Fischer et toute l'équipe rédactionnelle

### Le Basel Peace Office se présente

(BPO) Chaque année, 100 milliards de dollars sont investis dans les armes nucléaires et leur modernisation. Les sociétés productrices voient un intérêt financier à la course à l'armement nucléaire, et à ce que l'argent leur soit reversé. Les États qui ne produisent pas d'armes nucléaires soutiennent ces pratiques par le biais de banques et de fonds publics qui investissent de l'argent dans la production d'armes nucléaires.

*Move the Nuclear Weapons Money* est un manuel à l'attention de la société civile et des législateurs. Il illustre les initiatives qui peuvent être prises afin de stopper les investissements dans les armes nucléaires ainsi que la course à l'armement.

Le Basel Peace Office a lancé une campagne en partenariat avec Parliamentarians for Nuclear Non-Proliferation and Disarmement (PNND) et UNFOLD ZERO, qui a pour but d'inclure l'interdiction du financement des armes nucléaires dans le contrat d'interdiction des armes nucléaires que les États non-producteurs d'armes nucléaires négocient en ce moment au sein de l'ONU. Si ces négociations se déroulent de façon positive, leur résultat représenterait un soutien significatif pour les campagnes de désinvestissement nucléaires dans le monde entier.



AG

## L'Assemblée générale approuve l'initiative

Les membres du GSsA se sont réunis le 2 avril 2017 à Soleure pour la 35ème Assemblée générale. Le lancement de l'initiative contre le commerce de guerre fut le thème central de cette rencontre. Sebastian Büchler

Ce premier dimanche matin du mois d'avril, près de 60 membres du GSsA venus de toute la Suisse se sont réunis au restaurant Kreuz à Soleure, afin de passer en revue l'année écoulée. Dès l'arrivée des premiers membres, une atmosphère incomparable régnait dans la salle décorée, comme chaque année, de banderoles actuelles et intemporelles. Peu après onze heures, les personnes présentes ont été accueillies et entraînées dans l'univers du GSsA grâce à une courte rétrospective. Une attention particulière a été portée au thème central de cette réunion, à savoir l'initiative contre le commerce de guerre, dont le texte final a été expliqué par la suite. Le travail de recherche sur le sujet de l'initiative, qui avait été réalisé

durant les mois précédant la réunion, fut également présenté, suivi de la stratégie choisie par le GSsA pour la récolte de signatures. Notre mouvement a déjà prouvé maintes fois par le passé qu'il en était capable, et personne dans la salle n'a douté un seul instant que grâce à la participation de toutes et tous, ce serait à nouveau le cas cette fois-ci. L'enthousiasme des activistes s'est également manifesté lors de la votation qui a suivi et le lancement de l'initiative contre le commerce de guerre a été approuvé à l'unanimité.

La réunion s'est achevée par un succulent repas et par une action réussie sous un soleil radieux. Cette dernière avait pour but de représenter visuellement comment le GSsA souhaite couper les vivres à l'industrie de l'armement, en extirpant un immense billet de mille francs d'une bombe. La réunion s'est terminée à quatre heures pile, et les activistes motivés sont retourné-e-s chez eux, conscient-e-s que les mois qui suivront seront hors du commun pour nous, membres du GSsA.



MARCHE DE PÂQUES À BERNE

### La Paix n'a pas d'âge

Près de 1000 personnes ont pris part cette année à la Marche de Pâques pour manifester contre le commerce de guerre mené par les banques et les caisses de pensions.

Eva Krattiger

La traditionnelle Marche de Pâques a eu lieu, pour la quinzième fois de suite cette année, à Berne. Avec la devise «Mon argent dirige la guerre. Interdire le commerce de guerre des banques et caisses de pensions!» Environ 1000 personnes se sont promenées le long de l'Aare, du Eichholz jusqu'à la Münsterplatz. Les participant-e-s ont pu ensuite se revoir et échanger sans son de la musique de Club de Bombordo, tout en savourant une soupe et un jus de pomme ou des friandises et un café.

#### Commerce de guerre et inégalité sociale

Dans son discours, le sociologue et spécialiste des conflits Ueli Mäder a appelé les manifestant-e-s à soutenir l'initiative contre le commerce de guerre et à ne pas donner leur argent à des banques et des caisses de pensions qui

utilisent pour produire du matériel de guerre. La transparence est nécessaire lorsqu'il s'agit de placements, afin que tout le monde sache ce que l'argent aide à créer ou, dans certains cas, à détruire. «En Suisse et dans le monde entier, la richesse est répartie très inégalement, ce qui provoque beaucoup de souffrance et de crises. Une politique active en faveur de la paix signifie favoriser la redistribution sociale, que ce soit par des salaires et des prix équitables, par un commerce plus juste ou, justement, en renonçant au commerce de la guerre», a dit Ueli Mäder.

#### Marche des générations

Le mélange des âges parmi les manifestant-e-s a été particulièrement réjouissant. Cette année encore, il était évident que la paix n'est pas uniquement un sujet qui émeut les gens plus âgés, mais parle également aux jeunes. Tous les groupes d'âge étaient représentés lors de la Marche de Pâques, des enfants aux jeunes jusqu'aux personnes plus âgées, qui n'étaient plus en état de participer à la marche elle-même, mais qui nous ont rejoint lors du rassemblement final. Le mouvement pacifiste reste en mouvement.

INITIATIVE POPULAIRE

# Pas d'argent suisse pour les guerres de ce monde

Le 11 avril 2017, le GSsA a lancé l'initiative contre le commerce de guerre, en collaboration avec les Jeunes Vert-e-s et 37 autres organisations. Le but est de couper les vivres de l'industrie internationale de l'armement, en interdisant aux banques et aux assurances d'investir de l'argent dans la production de matériel de guerre. Il s'agit maintenant de récolter les 100'000 signatures valables d'ici octobre 2018.

Magdalena Küng

C'est dans la fraîcheur d'un matin d'avril que Louise Schneider s'est emparée d'une bonbonne de peinture pour communiquer un message très clair à la Banque Nationale Suisse (BNS) : «L'argent pour les armes tue», écrit en rouge sang sur la façade temporaire de la banque. Bien que l'inscription fut effacée quelques heures plus tard, l'action de Louise a provoqué un large écho médiatique – certainement parce qu'une tagueuse retraitée quasi-nonagénnaire qui s'attaque à une banque n'est pas un scénario typique. Or, pour Louise, membre de longue date du GSsA, ce tag est tout simplement l'expression d'un engagement pour plus de paix et d'humanité. Car derrière la courte phrase «l'argent pour les armes tue» se cache un énorme business pour lequel les banques et autres prestataires de services financiers sont prêts à assumer la souffrance de milliers de personnes.

## Taguer pour plus d'humanité

L'action de Louise a un but très clair : elle veut attirer l'attention sur le fait que l'argent suisse atterrit dans les caisses des producteurs internationaux de matériel de guerre dont les produits mortels sont utilisés dans le monde entier contre des êtres humains. Louise s'engage donc en tant que co-initiatrice de l'initiative populaire «Pour l'interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre», avec une vaste alliance, à stopper ce business de la mort grâce à une modification constitutionnelle.

La place financière suisse investit chaque année des milliards de dollars, dont une partie revient à des entreprises qui produisent du matériel de guerre. Il ne s'agit là pas uniquement de sociétés qui produisent de l'artillerie lourde comme des chars ou des vaisseaux de guerre, ou des armes légères comme des fusils ou des grenades, mais également des producteurs de matériel de guerre proscrit, telles que des armes nucléaires, biologiques et chimiques. Des armes à sous-munition et des mines antipersonnel font également partie du lot. Le type d'investissement le plus courant est l'investissement indirect, lors duquel un tiers, un fonds de placement par exemple, se trouve entre l'institut financier et le producteur de matériel de guerre.

## La BNS et les caisses de pensions participent au business de la mort

L'un des acteurs les plus puissants qui financent l'industrie de l'armement est la BNS. En 2016, elle a investi indirectement plus de 800 millions de dollars dans la production d'armes nucléaires. Du côté des caisses de pensions, la situation n'est pas mieux : peu

d'entre elles utilisent des critères d'exclusion effectifs qui interdiraient l'investissement indirect dans la production d'armement. C'est donc également de l'argent de nos retraites dont s'emparent ces entreprises, dont les armes sont utilisées pour les guerres dans le monde entier. Les principales victimes en sont les civils, ce n'est un secret pour personne. Cela fait longtemps que les guerres n'ont plus lieu dans des champs de bataille abandonnés, mais dans les villes et villages. Les sources de revenus et les perspectives de familles et même de communautés entières sont détruites, et d'innombrables personnes doivent fuir vers l'inconnu.

Le fait que notre argent se trouve à la source de la chaîne de production des armes utilisées est inexcusable. Investir des capitaux immobilisés en utilisant des critères éthiques et responsables n'est pas impossible et il ne s'agirait pas de réinventer le marché des investissements. Cela fait en effet des années que des fonds d'investissement durables existent. Ceux-ci sont convaincants non seulement d'un point de vue moral,



mais également d'un point de vue économique. Il existe, de plus, des modèles à suivre : la fondation Abendrot ou l'institution de prévoyance Nest, par exemple, ont décidé de se retirer de ce business meurtrier. Elles n'investissent pas leur argent dans l'industrie de l'armement et arrivent tout de même à assurer des rendements conformes au marché. Il en va de même pour la caisse de pensions de la ville de Zurich, une des 300 plus grandes caisses de pensions du monde, qui exclut également systématiquement les producteurs d'armes nucléaires et à sous-munition.

Des institutions financières qui n'investissent pas dans l'industrie de l'armement ou dans des armes proscrites existent aussi au niveau international. Le fonds étatique de Norvège, qui compte parmi les plus importants au monde avec ses quelques 868 milliards de dollars de capital immobilisé, en est un exemple. Il est scandaleux que la Suisse, qui met si souvent l'accent sur sa tradition humanitaire, ne renonce pas aux investissements dans l'industrie de l'armement.

## Large soutien pour l'objet de cette initiative

Il est inacceptable que notre argent, et surtout nos



cotisations aux caisses de pensions, atterrissent dans les caisses de producteurs de matériel de guerre. L'initiative contre le commerce de guerre nous donne la possibilité de changer cette situation. Le GSsA n'est pas le seul à revendiquer ce changement ; en effet l'alliance «Pour une interdiction du commerce de guerre» est vaste et comprend les Jeunes Vert-e-s en tant que partenaire principal, le PS, les Verts, les Jeunes Socialistes, de nombreux petits partis locaux, mais aussi des organisations politiques pacifistes comme le Conseil Suisse pour la Paix ou ICAN (c.f. page 6 de ce numéro), diverses églises ainsi que des prestataires de services financiers durables. Le sujet de l'initiative intéresse également un public plus large, preuve en est les quelques 10'000 signatures récoltées durant le premier mois après le lancement de l'initiative.

Ces dernières années, les implications globales et les responsabilités du secteur privé ainsi que du secteur public sont de plus en plus présentes dans le débat politique. Nous n'exigeons plus seulement un comportement éthique et responsable de la part des États, mais également des entreprises, parmi lesquelles les banques, les assurances, et les caisses de pensions. Leurs bénéficiaires ne peuvent plus être générés sur le dos des autres. Le fait que malgré tous ces efforts, des entreprises dont les produits servent à tuer reçoivent encore de l'argent, montre à quel point l'initiative contre le commerce de guerre est importante. La Suisse interdit le financement de matériel de guerre proscrit, or l'exemple des investissements de la BNS cité plus haut est la preuve accablante que cette interdiction n'a pas pu être mise en œuvre. L'initiative contre le commerce de guerre veut combler cette lacune.

## Participe!

La récolte de signature a très bien commencé et le message de Louise Schneider sur la façade temporaire de la BNS a fait en sorte qu'un large public sache quelles sont les revendications des auteurs de l'initiative. Bien que beaucoup de personnes contribuent de manière proactive, en signant, il reste encore un long chemin à parcourir avant que l'initiative arrive aux urnes, puisque 100'000 signatures doivent être récoltées jusqu'en octobre 2018. Pour ce faire, l'alliance «pour l'interdiction du commerce de guerre» a besoin de ton aide : as-tu le temps de récolter des signatures avec nous dans la rue, au marché ou lors de manifestations locales? Peux-tu faire passer la liste de signatures dans ton entourage? Ou préfères-tu parler de notre initiative avec les électeurs/trices lorsqu'ils et elles sortent des locaux de vote dans ta commune? Nous sommes reconnaissant-e-s pour tout soutien, quel qu'il soit! N'hésite pas à nous contacter à l'adresse [gssa@gssa.ch](mailto:gssa@gssa.ch) ou [initiative@kriegsgeschäfte.ch](mailto:initiative@kriegsgeschäfte.ch).

L'argent pour les armes tue. Quatre petits mots qui décrivent un business immense et inhumain. Notre argent n'a rien à faire dans les caisses de producteurs de matériel de guerre. Aide nous à mettre en œuvre nos revendications!





AVIONS DE CHASSE

## Les mensonges lors du vote sur le Gripen

Le DDPS a répandu de fausses informations pendant la campagne précédant la votation sur le Gripen. La confiance en ce qui concerne les prochaines acquisitions n'est pas grande. *Lewin Lempert*

Lors d'une interview avec la NZZ, Arno Schellenberg, Commandant en chef des Forces armées suisses, a répondu de la façon suivante lorsqu'on lui demandait si la flotte des Tiger serait bientôt retirée du service de vol : «Si nous considérons la performance de la flotte des Tigers, les coûts engendrés par leur maintien ne peuvent plus être justifiés.» Lors d'une apparition devant la société des officiers d'Interlaken-Oberhasli, il surenchérit : «Quel que soit le résultat des votations du 18 mai : les 54 Tigers seront mis hors service.» Lorsqu'on lui a demandé si les Tigers restants ne

pourraient pas être améliorés techniquement et utilisés pour le service de la police aérienne, il a répondu : «les Tigers sont beaucoup trop vieux. Ils ont été acquis au milieu des années 70 et conceptuellement, ils sont encore plus vieux que cela. La voiture la plus moderne à cette époque était la Ford Capri – essayez d'améliorer techniquement cette voiture, et vous verrez tout de suite que c'est impossible.»

Aujourd'hui, Aldo Schellenberg est chef adjoint de l'Armée Suisse. Les déclarations qu'il avait faites en 2016 à propos des Tigers s'opposent diamétralement à un rapport sur de nouvelles acquisitions d'avions de chasse publié en 2016. Dans ce rapport, il est écrit que l'on renoncera pour l'instant à la mise hors service de la flotte des Tigers.

Le Conseiller fédéral responsable à l'époque,

M. Ueli Maurer, a également communiqué publiquement de fausses informations techniques. Lorsqu'on lui a demandé si la durée de vie des F/A-18 ne pouvait pas être prolongée jusqu'après 2025, il a répondu : «Si on ne fait pas l'acquisition du Gripen, on devra utiliser les F/A-18 plus longtemps, cela signifie qu'ils seront mis hors service en 2025.» Pendant la session d'été 2017, les membres du Parlement ont voté sur une prolongation de la durée d'utilisation de la totalité de la flotte des F/A-18 jusqu'en 2030, et cela uniquement sur demande du DDPS.

### Le DDPS veut éviter un référendum

Ces fausses déclarations révèlent qu'il n'était nullement dans l'intention du DDPS d'informer correctement la population sur les détails techniques de la variante proposée. Son seul

but était d'étayer l'importance d'une nouvelle acquisition, quels que soient les faits. Les fausses informations relayées lors de cette campagne font apparaître les nouveaux achats dont il est question aujourd'hui sous un très mauvais jour. A quel point pouvons-nous faire confiance aux informations sur la durée de vie et les prouesses techniques de la flotte actuelle que nous donne le DDPS? Mais le département a appris de ses erreurs : au lieu de présenter les nouvelles acquisitions sous une forme qui pourrait faire l'objet d'un référendum, il préfère passer par le budget normal, lui permettant ainsi d'éviter un «non» au Gripen sans que la population puissent s'exprimer au sujet des avions de chasse. Ce comportement n'est pas digne d'un système démocratique. En revanche, il est clair que ce chemin est beaucoup moins sinueux pour le DDPS, car si la population ne doit pas être persuadée de l'utilité des nouveaux avions de chasse, la confiance ne joue plus aucun rôle.

EXPORTATIONS D'ARMES

## Un kilo de matériel de guerre coûte 76 francs

«Ce qui fait la beauté des statistiques, c'est qu'elles représentent une vérité indéniable. Les gens savent cela. Ce qui fait également la beauté des statistiques, c'est qu'elles ne représentent jamais toute la vérité. Ça, les gens ne le savent pas.» *Basil Schöni*

Le Seco a récemment publié les chiffres concernant l'exportation de matériel de guerre du premier trimestre 2017. Ce document contient deux informations centrales : durant cette période, la Suisse a exporté du matériel de guerre pour une valeur totale de 94.4 millions de francs. En 2016, ce montant s'élevait à 123.7 millions de francs.

Ces observations soulèvent deux questions : premièrement, le volume d'exportation diminue-t-il? Et deuxièmement, comment pouvons-nous encore intéresser les gens à l'initiative contre le commerce de guerre?

La statistique est une créature perfide. Elle décrit la réalité de sorte que n'importe qui peut, sans problème, la pointer du doigt et

dire : «Regarde, voilà à quoi ressemble la situation aujourd'hui, voilà à quoi elle ressemblait hier, tout se détériore.»

Or, la statistique ne décrit qu'une fraction de la réalité, et il s'agit précisément de la fraction que l'auteur de la statistique a choisie : «Non, regarde, voilà comment la situation se présente aujourd'hui, voilà comment elle se présentait avant-hier, donc tout s'améliore.»

*Nous avons donc la réponse à notre première question : il s'agit de la partie de la réalité que l'on a choisie.*

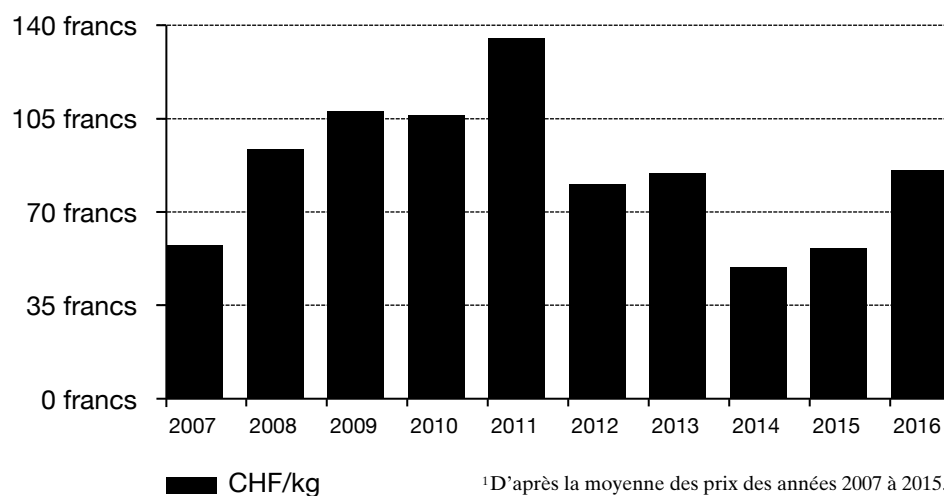
De 2007 à 2015, les statistiques du Seco indiquaient non seulement le volume d'exportation en francs suisses, mais également le poids en kilos, ce qui implique l'existence d'une troisième unité de mesure : chf/kg

Le matériel de guerre suisse était le plus cher en 2011 et coûtait 134 chf/kg ; le moins cher remonte en 2014, à seulement 49 chf/kg. 1 kilogramme de tabac Chesterfield coûte aujourd'hui 200 francs. L'Etat a compris qu'il ne devait pas être si simple de se procurer un

produit si dangereux. Pourquoi ne mène-t-il pas la même réflexion lorsqu'il s'agit de matériel de guerre?

*Et voici donc la réponse à notre deuxième question : en utilisant la bonne fraction de la réalité.*

### Prix pour 1kg de matériel de guerre suisse par année<sup>1</sup>



GASPILLAGE

## Le scandale mensonger

Le système de conduite et d'information des Forces terrestres est connu pour être un fiasco ayant coûté plusieurs millions de francs. En début d'année, le DDPS a décidé de renoncer définitivement à une partie du système d'origine. Le DDPS essaie tant bien que mal d'enjoliver le tableau, mais le scandale suit son cours. *Martin Parpan*

Dans le cadre des programmes d'armement 2006 et 2007, 700 millions de francs ont été mis à disposition pour le système de conduite et d'information des Forces terrestres (FIS). Ce système de conduite devait nous amener dans une nouvelle ère technologique. Or, au cours du développement du projet, il s'est avéré que les appareils radio n'étaient pas en mesure de

transmettre la quantité de données nécessaires. Ce qui était encore plus consternant : le système ne pouvait pas être utilisé sur le réseau mobile. Mais 125 millions de francs avaient déjà été investis. Au lieu de tirer une leçon de ce fiasco et de remettre en question l'acquisition d'armement en général, le DDPS s'est fatigué à enjoliver la situation : il a décrété, dans un communiqué, que le système ne pourrait peut-être pas être utilisé avec la profondeur prévue, mais que son utilisation serait étendue à toutes les troupes. En clair, cela signifie que l'on étend ce système inutile à un plus grand nombre d'utilisateurs/trices afin de cacher son impraticabilité. De plus, les responsables ont laissé entendre qu'une des sources du problème était que même les appareils radio dernier

cri ne possédaient pas une bande passante suffisante. Ceci est vrai, mais met en exergue l'incroyable incompetence des responsables de projet. Ceux-ci n'étaient apparemment pas capables de faire un pronostic un tant soit peu réaliste en ce qui concerne le développement des bandes passantes. Il est également possible que la «problématique des bandes passantes» ait tout simplement été oubliée ou sous-estimée dans le projet du DDPS.

### 125 millions – ou plus encore?

Il est également choquant de constater que le DDPS n'a apparemment pas la volonté d'indiquer clairement si la perte des 125 millions représente toute la vérité ou s'il y a d'autres cadavres dans le placard. Dans un communiqué de presse, l'expression «environ 125 millions» fut employée, bien que l'investissement ait déjà été réalisé et que l'on devrait donc

être en mesure d'évaluer le montant exact d'argent perdu. Il faut partir du principe que la nature non contraignante de cette formulation a été choisie délibérément afin de pouvoir justifier de plus grandes pertes si celles-ci devaient être dévoilées au grand jour. Le DDPS se montre effronté lorsqu'il s'agit de décrire l'utilité de ce système défectueux. Il explique que «la profondeur d'utilisation réduite assurera la capacité de commandement permanente des troupes au sol ainsi que le suivi de la situation quelle qu'elle soit.» S'il en était réellement ainsi, le DDPS aurait pu renoncer dès le début à la partie du projet nommée «capacité opérationnelle mobile» qui a, par la suite, été abandonnée. Or c'est exactement grâce à cela que le projet a passé les deux chambres fédérales. Il est clair que le projet FIS est non seulement un fiasco financier, mais surtout un ramassis de mensonges sans pareil.

CYBERGUERRE

# Hacking – Déroulement, armes, et frontières

La possibilité qu'une cyberguerre se produise se rapproche – et les politiciens détournent cette possibilité à leur profit. C'est facile, car peu de gens savent si les mesures proposées sont adéquates. *Lukas Bürgi*

Il n'existe pas qu'une seule définition de «cyberguerre». Ce terme comprend toute activité politique ou criminelle en lien avec internet. Je me concentrerai sur le hacking entre acteurs étatiques et expliquerai ce que c'est, quel est le rôle des «cybertroupe» et dans quelle mesure des mesures réglementaires peuvent être efficaces. Le «hacking» - lorsque l'on s'approprie le contrôle de systèmes digitaux – donne la possibilité d'espionner, de saboter et de prendre commande de systèmes d'armes autonomes (c.f. article sur la page d'à côté), qu'ils soient improvisés ou fonctionnels.

## Déroulement schématisé d'un combat de contrôle digital

Les armes de la personne qui attaque sont des «exploits», c'est comme ça que l'on appelle des erreurs exploitables dans un système

informatique. Les attaquant-e-s envoient des données à la victime. Une erreur se produira lors du traitement de ces données, ce qui permettra à l'attaquant-e de contrôler certaines parties du système et, ensuite, de communiquer avec des parties du système inaccessibles auparavant. Ces dernières seront attaquées avec l'aide d'autres «exploits» et ainsi de suite jusqu'à ce que le but soit atteint. On ne peut rien faire contre l'exploitation d'exploits inconnus jusqu'à présent, des soi-disant «Zero Days» (leur prix s'élève à 10'000 voire 100'000 francs par pièce sur le marché noir), à part interrompre la liaison de communication par laquelle ils entrent dans le système. Or, celle-ci est souvent vitale (il peut s'agir, par exemple, de l'accès à internet). La victime ne peut analyser quelle erreur fut exploitée afin de la réparer qu'après l'attaque. Cela se produit soit par le biais du fabricant du produit défectueux (privé, dans la plupart des cas) ou, indirectement, par le biais d'un antivirus (privé) d'un tiers. Toutes les possibilités de défense sont indirectes, car les attaquant-e-s exploitent des erreurs dont la victime n'a pas connaissance. Pour réduire le nombre d'erreurs, la commu-

nauté internationale devrait imposer des mesures réglementaires aux fabricants, et les utilisateurs et utilisatrices devraient être formé-e-s afin de ne pas aider les attaquant-e-s par mégarde. Les systèmes qui ne sont pas utilisés devraient être désactivés, dans le but de réduire la surface d'accès. Ces deux dernières méthodes sont simples et peu coûteuses. On pourrait surveiller nos propres systèmes afin d'essayer d'identifier des attaques avant qu'elles n'aient lieu et de les stopper en mettant le système hors tension. Ceci est très coûteux et très compliqué, même si l'équipe de défense connaît entièrement et précisément le système et le contrôle. Des auxiliaires externes n'auraient aucune chance, ce qui signifie que des «cybertroupe» n'auraient pas à défendre la Suisse. L'armée pourrait tout au plus se défendre elle-même. Le meilleur exemple pour cela est le «hacking» de l'entreprise d'armement suisse Ruag, qui voulait se positionner en tant qu'expert en cybersécurité. Il aura fallu tout de même deux ans à cette entreprise pour se rendre compte que ses propres systèmes avaient été attaqués et que des données avaient été volées.

## Frontières

Quelle est véritablement l'ampleur du potentiel de nuisance physique? Stuxnet, le sabotage du programme nucléaire iranien, a coûté quatre millions de dollars aux attaquants (quatre Zero Days, leurs propres centrifugeuses pour l'enrichissement de l'uranium, etc...), et il n'est pas clair si le programme nucléaire fut freiné par cette attaque. En décembre 2015, des inconnu-e-s ont saboté des parties du réseau électrique ukrainien, ce qui provoqua des coupures locales de courant qui durèrent jusqu'à six heures. Cette attaque fut également très chère et peu spectaculaire, comme la précédente. Cela n'est pas surprenant : il n'existe que peu d'appareils à contrôle digital capables de s'autodétruire, et encore moins de détruire autre chose. Il est probable que le potentiel de dommages est proportionnel aux progrès technologiques. Pour l'instant cependant, même la plus grosse bombe de données n'a de loin pas la même ampleur qu'une simple grenade. L'alarmisme d'un grand nombre de politiciens et de lobbyistes de l'industrie de l'armement sert surtout à légitimer les fonds supplémentaires pour l'armée.

TECHNOLOGIE DE L'ARMEMENT

# Robots de combat et systèmes d'armes autonomes

Les termes «système d'armes autonomes» et «robots de combat» semblent tout droit venus de films hollywoodiens comme «Terminator». Il ne s'agit pourtant pas de machines de combat humanoïdes, cette science-fiction est en passe de devenir réalité – et elle apporte son lot de dangers et de problèmes.

*Michael Christen*

Après la poudre à canon et les armes nucléaires, c'est maintenant la troisième révolution dans l'art de mener la guerre qui nous guète : les robots de combat, qui tuent de façon autonome. Il s'agit d'un perfectionnement de systèmes d'armes comme les drones, les chars ou les sous-marins, qui ne sont pas directement pilotés par des humains mais téléguidés. Or, certains disent qu'à moyen terme, il serait techniquement possible de construire des armes qui ne sont pas dépendantes de décisions humaines et qui peuvent donc agir de façon autonome. Un exemple en serait les drones qui, une fois activés, opèrent sans contrôle humain. Ils choisissent leurs cibles de façon autonome, attaquent, blessent ou tuent des gens. La recherche se penche déjà sur cette science-fiction à intelligence artificielle (IA), et l'on trouve des précurseurs rudimentaires. Les États-Unis testent par exemple le X-47B, un avion de chasse sans pilote qui peut décoller et atterrir de façon indépendante sur un porte-avion. De plus, il est capable de s'accrocher à un avion ravitailleur dans l'air et de faire le

plein. La suite logique pour ce «drone d'attaque de grande envergure» semble être l'attaque d'une cible ennemie.

Il faut néanmoins garder à l'esprit que les actions susmentionnées du drone ne sont possibles que dans un «environnement coopératif», dans ce cas précis, lorsqu'un porte-avion est présent pour montrer le chemin au drone. L'utilisation du robot sur un terrain qui lui est hostile, une zone de combat où les ennemis camouflés se mélangent aux civils ou utilisent eux aussi des armes de haute technologie, est un défi de taille et n'est pas encore possible aujourd'hui. En 2015, plusieurs spécialistes, entre autre le célèbre physicien Stephen Hawking, nous avertissaient déjà des dangers de l'IA. Ce dernier avait même adressé une lettre ouverte à l'ONU expliquant les conséquences que pourraient avoir les robots de combat. Selon lui, il ne s'agirait plus de décennies mais d'années avant que la technologie de l'IA soit perfectionnée au point de rendre possible l'utilisation de systèmes d'armes autonomes.

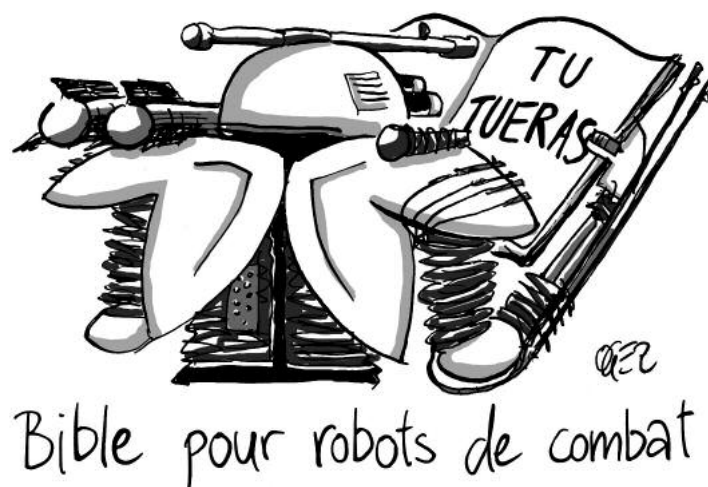
## Beaucoup de questions restent ouvertes

Ce débat soulève d'innombrables questions d'ordre éthique, sécuritaires et, surtout, juridiques. Le droit des conflits armés stipule, par exemple, qu'il est impératif de distinguer les cibles militaires des cibles civiles lors d'une attaque armée. Les systèmes d'armes autonomes n'en sont pas encore capables. Ce qui leur manque, c'est la capacité de jugement que

possèdent les humains, de comprendre le contexte d'une attaque. Une autre question qui se pose est celle de la responsabilité si une erreur devait se produire. Qui est responsable si des civils sont tués à cause d'une erreur technique? Ce pourrait être l'officier en charge, par exemple. Or, celui-ci ne comprend pas le système technique. Une autre possibilité serait l'entreprise qui a construit le robot, mais celle-ci n'est pas responsable de la façon dont l'arme est utilisée. Les questions juridiques qui restent ouvertes sont semblables à celles posées par les voitures autonomes.

Il est difficile de prédire comment les systè-

mes d'armes autonomes se développeront dans le futur. Un groupe de travail composé d'expert-e-s gouvernementaux au sein de l'ONU discute de ce sujet. Il est prévu que les États membres adoptent un mandat limitant ou interdisant l'utilisation de certaines armes conventionnelles en décembre, afin que des négociations officielles sur l'interdiction de systèmes d'armes automatiques puissent être entamées. Jayantha Dhanapala, expert en désarmement et diplomate, explique à ce sujet qu'une proscription préventive vaudrait mieux qu'une interdiction à posteriori d'armes déjà existantes.



Bible pour robots de combat

## INTERDICTION D'ARMES NUCLÉAIRES

**Succès lors de la première ronde des négociations**

L'explosion d'une arme nucléaire aurait des conséquences humanitaires catastrophiques. Les armes nucléaires représentent un danger inacceptable pour nous tou-te-s et doivent donc être abolies. ICAN s'engage en première ligne pour cela.

Maya Brehm und Annette Willi,  
ICAN Switzerland

L'interdiction des armes nucléaires est le premier pas vers leur abolition. Depuis 1946, un monde sans armes nucléaires constitue un but de la communauté internationale. Le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968 oblige tou-te-s ses contractant-e-s à négocier des mesures de désarmement efficaces. Néanmoins, les dernières décennies n'ont vu que de modestes progrès en ce qui concerne le désarmement. D'après les estimations, près de 14'900 armes nucléaires existeraient dans le monde aujourd'hui et toutes les puissances

nucléaires modernisent constamment leur arsenal.

En 2007, diverses ONG du monde entier se sont réunies pour former la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) afin de faire avancer les choses. Pour des raisons humanitaires, les armes nucléaires devraient être proscrites par le droit international, au même titre que les armes biologiques, chimiques, les mines antipersonnel et les armes à sous-munition.

En décembre 2016, tournant historique : l'ONU a décidé d'entamer des négociations à ce sujet!

**ICAN plaide pour une interdiction globale**

La première ronde des négociations a eu lieu en mars à New York. Les éléments clés du contrat proposé ont été généralement approuvés. ICAN plaide pour une interdiction globale et

de grande ampleur, qui interdit non seulement l'emploi d'armes nucléaires, mais également leur possession et les essais nucléaires, ainsi que le soutien d'autres états dans ces activités. De plus, ICAN s'engage depuis plusieurs années à interdire le financement d'entreprises qui contribuent à l'entretien et au développement d'armes nucléaires.

**La lâcheté de la politique suisse**

Au lieu de soutenir ouvertement l'interdiction de ces armes barbares, la Suisse préfère s'assurer que le traité ne compromette pas ses intérêts économiques ou la coopération politique en matière de défense (avec l'OTAN, par exemple). Le Conseil fédéral semble avoir perdu de vue la tradition humanitaire de notre pays.

Il est improbable que les puissances nucléaires adhèrent rapidement à ce traité d'interdiction, mais il produira son effet avec ou sans el-

les. Par expérience, l'interdiction d'un type d'arme contribue à sa stigmatisation et au désarmement en général. Une première version du traité est attendue dans le courant du mois de mai. Il y a de bonnes chances pour qu'un texte final interdisant enfin la plus destructrice des armes résulte de la deuxième ronde de négociations en juin et en juillet. Il ne reste plus qu'à espérer que la Suisse se souviendra rapidement de son passé humanitaire pour pouvoir dire, a posteriori, qu'elle se trouvait du bon côté de l'histoire à ce propos.



## POSSESSION D'ARMES

**Réglementation de l'UE sur les armes à feu et la Suisse**

Lorsqu'on a su que le durcissement de la réglementation sur les armes à feu de l'Union Européenne toucherait également la Suisse, cette nouvelle a suscité un tollé au sein du lobby de l'armement. Qu'en est-il dans les faits? Sebastian Büchler

L'Union Européenne a décidé de mieux protéger ses citoyen-ne-s et a, de ce fait, procédé à un léger durcissement de la loi sur les armes. La Suisse doit s'adapter à ce changement si elle veut rester membre de l'espace Schengen. Le lobby de l'armement, qui profite de notre

législation libérale à ce propos, voit cela d'un mauvais œil. La Suisse a l'une des plus grandes densités d'armes (et également un des taux de suicides par balle les plus élevés) au monde. Chaque année en Suisse, ce sont près de 200 personnes qui perdent la vie à cause d'une arme à feu. Il incombe à la communauté de protéger celles et ceux qui sont victimes de la violence des armes. C'est pour cette raison que le GSsA a soutenu, il y a quelques années, l'initiative pour la protection face à la violence des armes, qui reste une de nos revendications centrales.

**Le mieux est l'ennemi du bien**

Les changements les plus importants concernant l'interdiction des armes automatiques, qui ont été transformées en armes semi-automatiques. De plus, la taille des chargeurs de certains types d'armes sera limitée. A cela s'ajoute l'obligation d'être membre d'une association de tir et de tenir un registre d'armes détaillé. Aujourd'hui, chaque personne ayant accompli son service militaire a le droit de garder son arme, pour autant qu'elle soit en possession d'un permis d'acquisition d'armes valable. Bien que le fusil d'assaut de l'Armée

suisse serait, en théorie, concerné par l'interdiction, le Conseil fédéral a réussi à négocier une clause dérogatoire pour cette arme. Cela est non seulement irresponsable mais également dangereux. L'adhésion obligatoire à une association est raisonnable et aurait également des avantages pour les associations de tir. Le fait que celles-ci s'y opposent montre que la sécurité leur importe visiblement peu. Il s'agit bien plus d'une idéologie éloignée de toute rationalité. Les statistiques sont claires et un coup d'oeil en direction des États-Unis nous le montre : plus d'armes signifient plus de problèmes.

## ARMEMENT EN EUROPE

**Deux pourcent du PIB pour Trump et Poutine**

Alors que les dépenses militaires mondiales stagnent, l'Europe a nettement plus dépensé pour son armée l'année passée. Les causes ne sont pas seulement Donald Trump et Vladimir Poutine mais plutôt des fantaisies de grandeur et de puissance à l'intérieur de l'Europe.

Andreas Weibel

D'après l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, les dépenses militaires ont baissé dans la plupart des régions du monde. De 2009 à 2014, les dépenses des états européens ont diminué chaque année. Or, depuis la crise de Crimée, cette tendance s'est modifiée, en particulier dans les pays d'Europe Centrale, qui agrandissent massivement leur arsenal par peur des envies d'expansion de la Russie. En Lettonie, les dépenses pour la défense du pays ont augmenté de 44%, en Lituanie de 35%.

**Trump et Poutine**

En Europe Occidentale, les gouvernements utilisent également les changements géopolitiques pour justifier une augmentation de leurs dépenses militaires. Ce qui est inquié-

tant, c'est que la critique à l'encontre de l'augmentation de l'armement est de plus en plus marginalisée. En Suède, le gouvernement (à majorité gauche et verte) a rejeté les doutes émis à l'encontre de l'acquisition de nouveaux sous-marins trop chers, en ajoutant qu'on avait aussi le droit de se prononcer contre l'armée. Mais la véritable terre natale spirituelle des opposant-e-s à l'armée se trouve à Moscou. Apparemment, ce n'est pas uniquement le discours dominant de la politique de sécurité, mais surtout le comportement vis-à-vis d'opinions divergentes qui nous font retomber dans les profondeurs de la Guerre Froide.

La situation en Europe de l'Est n'est pas la seule à provoquer des désirs d'armement. La situation politique a également changé de l'autre côté de l'Atlantique. Donald Trump avait promis dans sa campagne électorale d'abandonner le rôle de protecteur que les États-Unis entretenaient face à l'Europe, et qu'il était grand temps que l'Europe s'occupe d'assurer sa propre sécurité. Concrètement, il a exigé que les pays de l'OTAN dépensent 2% de leur PIB pour la sécurité. Les états membres de l'OTAN s'étaient déjà fixés ce but en

2004, mais il ne s'agissait pas d'un engagement obligatoire. Aujourd'hui, seules la France, la Grèce et l'Estonie dépensent plus de 2% de leur PIB pour leurs forces armées. Bien qu'il ne soit pas clair à quel point Trump est sérieux, le but des 2% est devenu un argument de taille pour les militaristes.

**L'Allemagne rêve de devenir une grande puissance**

La ministre de la défense allemande, Ursula von der Leyen, veut céder à la demande de Trump, ce qui signifierait un doublement des dépenses militaires, qui atteindraient alors la somme de 65 milliards de francs par année. Et ce, sans avoir réévalué le niveau de menace. Le conservateur Berthold Kohler, l'un des édi-

teurs de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, va encore plus loin. Pour lui, un retrait des États-Unis de l'Europe impliquerait que l'Allemagne développe une politique hégémonique qui s'étendrait sur l'Europe, ses régions voisines, le Nord de l'Afrique jusqu'au Caucase. Ceci inclurait la capacité de montrer une «escalade de domination» à l'encontre de la Russie. Bref, l'Allemagne posséderait des bombes nucléaires.

En Suisse, les partis bourgeois conservateurs tiennent également de grands discours sur le nouveau danger venu de l'Est et, en s'appuyant sur l'OTAN, demandent que les dépenses pour l'armée soient augmentées à 2%. Il ne reste qu'à espérer que de tels militaristes ne réussissent pas à s'imposer, car leur politique provoque exactement le contraire de ce qu'ils aimeraient atteindre : escalade de la violence et insécurité, et non pas la stabilité et la paix.

**Armement européen – opposition européenne**

Dans le cadre du European Network Against Arms Trade, le GSsA dialogue régulièrement avec des organisations amies venues de toute l'Europe. Cette année, les thèmes centraux de la réunion à Rome ont été non seulement la tendance à l'augmentation de l'armement en Europe, mais surtout le financement des producteurs de matériel de guerre ainsi que les ambitions de l'UE de vouloir investir plus d'argent dans la recherche sur l'armement.

FAKE NEWS, ANNÉE 1937

## Guernica et Guernica 80 ans après

Le 26 avril 1937, la légion allemande **Condor** détruisit Guernica, la «ville sainte» des Basques. *Josef Lang*

Comme tout jour de marché, beaucoup plus de gens que d'ordinaire se trouvaient en ville ce jour-là. Aujourd'hui, seul-e-s les (post-)franquistes remettent en question le fait que ce fut Franco lui-même qui avait commandité les bombardements. Les fascistes avaient deux buts ; le premier était de semer la terreur, afin d'affaiblir la population civile. Le deuxième était de tester l'emploi combiné de bombes à fragmentation et de bombes incendiaires. Les officiers nazis responsables de ce crime de guerre étaient les mêmes que ceux qui avaient effectué les bombardements de Varsovie, de Rotterdam et de Coventry. Le 30 avril 1937, le commandant de l'état-major, le Baron Wolfram von Richthofen, écrivait dans son journal : «Guernica, une ville de 5000 habitants réduite en cendres. L'attaque s'effectua avec des bombes de 250 kg et des bombes incendiaires, environ 1/3 de ces dernières. Les bombes de 250 kg détruisirent un certain nombre de maisons et les canalisations. Les bombes incendiaires avaient alors le temps de faire leur effet. Les

matériaux utilisés pour construire les maisons, toitures en tuile, galeries et charpentes en bois ont conduit à leur destruction totale (...) on voyait encore les trous laissés par les bombes dans les routes, tout simplement génial.»

### Images médiatiques

Ce fut la première fois qu'une ville européenne non-protégée fut détruite. Cette destructi-

on provoqua l'indignation dans le monde entier. En réaction à cela, Franco répandit un mensonge grotesque en prétendant que c'était les Basques eux-mêmes qui avaient mis le feu à leur ville. La Suisse était le seul pays hors de la sphère d'influence fasciste dans lequel ces «fake news» furent réellement prises au sérieux, surtout par les organes des deux plus grands partis bourgeois, le «Vaterland» (n.d.l.t.

patrie) catholique-conservateur et la *Neue Zürcher Zeitung*, proche des milieux franquistes.

L'œuvre *Guernica* de Pablo Picasso a bien entendu contribué à faire de la destruction de la ville du même nom une icône contre la guerre. Du 5 avril au 4 septembre, le musée Reina Sofia à Madrid, où se trouve le chef d'œuvre gigantesque de Picasso, consacre la plus grande exposition montée jusqu'à maintenant sur la signification de *Guernica*. Malheureusement, l'écho médiatique de cette exposition n'est que très faible chez nous.



Reproduction murale en carreaux de faïence du tableau grandeur nature dans la ville de Guernica

HIER COMME AUJOURD'HUI

## Le Frère Nicolas et Zwingli étaient contre le commerce de guerre

Les festivités qui commémorent les 600 ans du Frère Nicolas et les 500 ans de la Réforme n'insistent pas assez sur leur opposition commune au mercenariat, le commerce de guerre de l'époque. *Josef Lang*

La plus ancienne biographie du Frère Nicolas, qui était déjà une légende de son vivant, parut onze ans après sa mort. Son auteur était Heinrich von Gundelfingen, un chanoine ecclésiastique et humaniste de Beromünster. Von Gundelfingen décrivait la position de Nicolas von Flüe sur le mercenariat de la façon suivante : «Nous n'allons pas en guerre pour défendre notre patrie, mais pour remplir nos poches. Ailleurs, dans les contrées lointaines de l'Italie, de la France et de l'Allemagne, nous cherchons le profit et la rémunération en mettant en péril notre corps et notre âme; nous nous abandonnons tous, petits et grands, à la cupidité.» En 1501, le premier biographe officiel, l'ecclésiastique bernois Heinrich Wölfli, décrivait le Frère Nicolas comme «le plus grand amateur de la paix».

### Zwingli interdit le mercenariat

Durant le premier tiers du 16ème siècle, les pensions représentaient 43% des recettes publiques à Zurich, environ 60% à Lucerne et à Zoug et 73% à Soleure. Dans la Suisse primitive, le mercenariat finançait presque l'entièreté des dépenses budgétaires. Des sommes similaires atterrirent dans les coffres des magistrats. La communauté, en revanche, paya un prix humain et moral considérable pour le mercenariat. D'innombrables guerriers ne revinrent jamais et un grand nombre de ceux qui revenaient avaient des blessures physiques ou psychiques graves. Les inégalités sociales devinrent de plus en plus grandes, la corruption de plus en plus banale et l'indifférence un fléau.

Ceci explique pourquoi le réformateur Zwingli réussit à abolir le mercenariat à Zurich et donc à renoncer à d'immenses recettes publiques et privées. L'ancien élève de latin de Heinrich Wölfli, biographe du Frère Nicolas, se trouva dans la tradition de Nicolas de Flüe : «La Parole de Dieu éliminera également l'égoïsme, dont le Frère Nicolas avait

prédict les conséquences néfastes.» Le Frère Nicolas et Zwingli entendaient par égoïsme, en particulier, «le service étranger auprès d'autres seigneurs».

### «Vendeurs de sang» au dépens de la communauté

Le réformateur appelait les seigneurs qui commandaient les mercenaires des «vendeurs de sang». Il les accusait de valoriser l'«égoïsme» au détriment du «bien commun» et de «laisser la communauté s'occuper des dégâts qui en résultaient». Zwingli ne se souciait pas uniquement des victimes «suisses», mais également des victimes que faisaient les Helvètes : «Tout un chacun devrait se projeter dans une situation de guerre et s'imaginer qu'il serait traité de la même façon qu'il traite les autres.» L'un des successeurs de Zwingli, Hienrich Bullinger, était encore plus polémique au sujet des mercenaires et s'appuyait encore plus fortement sur le Frère Nicolas. En 1525, alors tout juste âgé de 21 ans, il appela les Helvètes à «rester dans leur pays» et de vivre «comme l'avait recommandé le Frère Nicolas, d'un

travail honnête» : «Laissez les pensions, la guerre, les immondices et les fausses messes derrière vous!» Pour les réformateurs, le faux mercenariat et les fausses messes étaient des exemples du mauvais développement de l'église, au même titre que le trafic d'indulgences et le sacrifice eucharistique. Le comble furent les mercenaires commandés par le Pape. Ni le Frère Nicolas, ni Zwingli ou Bullinger étaient des pacifistes. Nicolas de Flüe avait, par exemple, participé à l'ancienne guerre de Zurich en 1444. Il était présent lorsque les soldats de Suisse centrale exécutèrent toutes les personnes se trouvant dans le château de Greifensee, y compris les femmes et les enfants. C'est peut-être cette expérience qui provoqua les dépressions qui firent de lui un ermite. Zwingli n'était pas étranger à la deuxième guerre de Kappel qui lui coûta la vie en 1531. Néanmoins, ils montrent tous un comportement de refus à l'encontre du commerce de la guerre. Ce qui était jadis le mercenariat, est constitué aujourd'hui des exportations d'armes et des investissements dans la production d'armes.



PARTICIPER

## Initiative contre le commerce de guerre : voilà comment tu peux nous aider!

Le 11 avril dernier, l'activiste pacifiste octogénaire Louise Schneider a lancé notre initiative de façon spectaculaire. «L'argent pour les armes tue», voilà le message qu'elle a écrit sur la façade temporaire de la Banque Nationale Suisse. Un tel coup de départ pour une initiative populaire nationale est très rare.

Le vrai travail commence maintenant! Durant les 18 prochains mois, nous devons récolter 100'000 signatures. Pour cela, nous avons besoin de toi!

### Que peux-tu faire?

#### Faire un don :

L'industrie de l'armement a de l'argent, mais nous pas. Une récolte de signatures est très coûteuse, et c'est pour cela que nous sommes très reconnaissant-e-s pour toute contribution!

#### Participer :

Tu aimerais nous aider à récolter des signatures dans la rue? Alors écris-nous un mail à l'adresse [gssa@gssa.ch](mailto:gssa@gssa.ch) et nous prendrons contact avec toi!

# GREGOR

## Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.  
[www.facebook.com/gregor.gewehr](http://www.facebook.com/gregor.gewehr)



### Impressum

**Rédaction :** Felix Birchler (fb), Sebastian Büchler (sb), Lukas Bürgi (lb), Michael Christen (mc), Stefan Dietiker (sd), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df), Amanda Gavilanes (ag), Mélanie Glayre (mg, responsable), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Thomas Leibundgut (tl), Nora Komposch (nk), Eva Krattiger (ek), Magdalena Küng (mk), Michel Monod (mm), Youniss Mussa (ym), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzc (np), Rahel Ruch (rr), Judith Schmid (js), Tobia Schnebli (ts), Basil Schöni (bs), Renate Schoch (rs), Andreas Weibel (aw)

**Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2.** Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: [gssa@gssa.ch](mailto:gssa@gssa.ch)

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

**Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 5'000 exemplaires

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

## Talon de Commande



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau porte-clés «GSsA»				Fr. 5.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Feuilles de signature A5 (Initiative contre le commerce de guerre)				gratuit	
	Autocollants (Initiative contre le commerce de guerre)				gratuit	
	Frais de port					Fr. 4.80
<b>Somme totale de la facture</b>						

Commande: GSsA, Case postale, 8031 Zurich, [gssa@gssa.ch](mailto:gssa@gssa.ch)

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail